

Lancement officiel du Grenelle des violences faites aux femmes à la Préfecture, ce dernier mardi



Lancement officiel du Grenelle des violences faites aux femmes à la Préfecture, ce dernier mardi

Les victimes de ces violences sont majoritairement des femmes avec une certaine prégnance d'une violence de nature intra-familiale, commise par le conjoint, le compagnon ou l'ex-conjoint ou compagnon.

À noter, sur le plan départemental, trois rendez-vous à retenir : mercredi 18 septembre, à Condom et mardi 1er octobre à Mirande, le 16 octobre à Auch. Il s'agira de rencontres dans le but d'améliorer la prise en charge des victimes, à partir de cas réels.

Gisèle Biémouret a approuvé en insistant sur l'importance de l'éducation des enfants et a rappelé l'interêt de l'Observatoire des violences faites aux femmes depuis sa création le 28 octobre 2016 par le Conseil Départemental.

À la suite, Charlotte Belluet a énoncé les chiffres glaçants des féminicides : 6 femmes en 13 jours, 101 victimes en 2019, « une urgence sociale et sociétale absolue ».



Elle a insisté, elle aussi, sur le nombre majoritaire des femmes victimes (peu d'hommes subissent des violences conjugales), mais aussi cité les autres victimes collatérales, les enfants de moins de 13 ans tourmentés par l'incompréhension et la culpabilité.

Dans le milieu rural dans lequel la femme est isolée, la procureure a décrit leur combat contre les idées reçues, l'emprise du conjoint, la peur, l'espoir du changement de comportement du bourreau, les difficultés de la libération de la parole... des situations que sa fonction lui font vivre au quotidien.

Le Grenelle des violences faites aux femmes se poursuivra sur le plan national jusqu'au 25 novembre.

Outre les numéros d'urgence (police, gendarmerie ou pompiers) pour lutter contre les violences, quatre outils à disposition :

- Outil n°1 : le 39 19
- Outil n°2 : la plateforme de signalement en ligne
- Outil n°3 : le site arretonslesviolences.gouv.fr
- Outil n°4 : le compte twitter [arrêtons-les](https://twitter.com/arrêtons-les)



La signature des contrats locaux de mobilisation et de coordination sur les violences sexistes et sexuelles



par les divers acteurs.